



## **POUR INFORMATION**

### DEUXIÈME QUESTION À L'ORDRE DU JOUR

#### **Bilan des activités relatives à la responsabilité sociale des entreprises (RSE)**

##### **a) A l'OIT, y compris l'Initiative focale sur la responsabilité sociale des entreprises ainsi que le Centre international de formation**

#### **Initiative focale sur la RSE: coordination et activités du Bureau relatives à la RSE**

1. Le présent document, demandé par le bureau de la Sous-commission sur les entreprises multinationales, résume les nouvelles informations sur les activités menées par l'OIT et d'autres organisations internationales en matière de RSE. Il complète celles qui ont été communiquées à la sous-commission en mars 2006<sup>1</sup>.

#### **Coordination de l'Initiative focale sur la RSE**

2. MULTI coordonne cette initiative focale. Il a été demandé à tous les départements, y compris ACTRAV et ACT/EMP, ainsi qu'aux bureaux extérieurs, de désigner un point focal en matière de responsabilité sociale des entreprises. Ces points focaux se réunissent au siège environ tous les deux mois. Ils font alors le point sur les activités de leurs départements en matière de RSE et invitent des intervenants à prendre part à la discussion. MULTI s'efforce actuellement de trouver le moyen d'inciter le personnel de terrain à participer plus activement au processus de mise en commun des compétences et des connaissances. Un résumé succinct des réunions est distribué aux points focaux du siège et des services extérieurs pour communication à leurs collègues.
3. En outre, dans le cadre d'un exercice de mise en correspondance des données, MULTI a demandé à chacun des points focaux de fournir des informations sur les activités menées

<sup>1</sup> Voir documents GB.295/MNE/2/2 et GB.295/MNE/3/1.

par leur département ou service extérieur en matière de RSE. Les paragraphes ci-après dressent le bilan des informations reçues jusqu'à présent.

## **Mise à jour concernant les activités du Bureau liées à la RSE (siège et bureaux extérieurs) <sup>2</sup>**

### **4. Les dernières informations relatives aux activités du siège sont les suivantes:**

- Pour ce qui concerne la non-discrimination et l'égalité d'accès à l'emploi, SKILLS, qui relève du Secteur de l'emploi, a produit un guide, disponible dans une vingtaine de langues, sur la gestion du handicap sur le lieu de travail ainsi qu'une publication sur l'emploi des personnes handicapées sous l'angle de la viabilité des entreprises et des directives pour l'identification des emplois adaptés aux handicapés. Il a également produit, avec des spécialistes des services extérieurs, des CD-ROM sur les programmes relatifs au handicap en Asie et aux Caraïbes (Ability Asia et Ability Caribbean). Un manuel pratique destiné aux employeurs sur le recrutement des personnes handicapées sera bientôt disponible. En ce qui concerne les travailleurs ayant perdu leur emploi, SKILLS a élaboré des outils destinés à minimiser l'impact sur les travailleurs et achève la mise au point d'un manuel sur l'apprentissage sur le lieu de travail. Dans le domaine de la promotion de l'emploi des jeunes, SKILLS a publié un document de travail sur les programmes, stratégies et politiques d'emploi des jeunes au niveau de l'entreprise et a mis au point un guide pour les employeurs.
- ACT/EMP, TRAVAIL et NORMES collaborent à un programme de formation sur les questions fondamentales d'égalité. Ce programme destiné aux organisations d'employeurs sera, au départ, consacré à l'équilibre entre vie professionnelle et vie familiale, à la protection de la maternité et au harcèlement sexuel.
- Au niveau de l'entreprise, EMP/ENTERPRISE, TRAVAIL et INTEGRATION ont élaboré un programme intégré de formation et d'encadrement axé sur les pratiques décentes et productives sur le lieu de travail. Ce programme cible les moyennes et grandes entreprises et aborde un grand nombre de questions liées aux conditions de travail et d'emploi, aux relations professionnelles, à la qualité et à la compétitivité.
- En ce qui concerne les filières d'approvisionnement, DIALOGUE, TRAVAIL et EMP/ENTERPRISE collaborent actuellement avec la Société financière internationale à la création d'un nouveau programme mondial qui vise à améliorer, dans les pays en développement, les conditions de travail et la productivité dans les chaînes mondiales d'approvisionnement. La stratégie adoptée consiste: *a)* à promouvoir le respect des normes internationales du travail et la législation nationale dans les chaînes mondiales d'approvisionnement en vue de stratégies d'exportation socialement responsables; et *b)* à améliorer les performances sociales et économiques des entreprises.
- Agissant au niveau sectoriel pour promouvoir de bonnes pratiques, le Secteur du dialogue social a élaboré ou mis à jour des recueils de directives pratiques sur la sécurité et la santé dans les secteurs suivants: pêche, transport maritime, mines de charbon souterraines, petites mines à ciel ouvert, industrie du fer et de l'acier. En outre, SECTOR mène des programmes d'action au Maroc et en Roumanie afin de

<sup>2</sup> Ces activités ne peuvent être que brièvement résumées dans cette section. Les noms des départements ou des unités responsables d'un projet ou d'une activité donnée sont cités afin de faciliter la recherche d'informations complémentaires sur Internet. Sont uniquement communiquées dans cette section les informations ne figurant pas dans le document GB.295/MNE/3/1.

renforcer la compétitivité des secteurs du textile et de l'habillement par le biais du travail décent et établit actuellement un lien entre ces programmes et le forum sur l'Arrangement multifibres (AMF) parrainé par la Banque mondiale.

- Pour répondre aux besoins du monde rural, TRAVAIL, CIS/SafeWork et SECTOR, en collaboration avec divers bureaux extérieurs, travaillent à étendre à l'Afrique, à l'Europe orientale et à l'Asie le programme WIND (Amélioration du travail dans le cadre du développement local) afin d'améliorer les conditions de vie et de travail des petits agriculteurs. L'objectif est de mettre au point des matériels pouvant être plus facilement utilisés à l'échelle mondiale.
- Enfin, en ce qui concerne la recherche sur la RSE, l'Institut international d'études sociales mène actuellement des recherches sur les changements structurels et le dialogue social dans l'entreprise ainsi que sur la gouvernance, le droit international et la responsabilité sociale des entreprises.

5. Les activités des services extérieurs nouvellement signalées sont les suivantes <sup>3</sup>:

- Le **bureau régional de l'OIT pour l'Asie et le Pacifique** a lancé une initiative régionale pour l'emploi des jeunes qui comporte des initiatives au niveau des entreprises. Dans le cadre d'un projet mené conjointement avec INTEGRATION et en collaboration avec le Réseau des instituts nationaux d'études sociales, le bureau régional conduit des recherches sur les systèmes de production mondiaux, y compris les questions liées à la RSE. Il a mené à bien une enquête sur la contribution des ressources humaines à la compétitivité, à la productivité et à l'emploi en Chine et en Inde qui sera présentée à une conférence et intégrée dans des programmes de renforcement des capacités des organisations d'employeurs. Le bureau régional a également fait réaliser une étude des indicateurs quantitatifs et qualitatifs utilisés dans les rapports volontaires des entreprises sur les questions de travail décent.
- Le **bureau sous-régional de l'OIT pour l'Asie du Sud-Est et le Pacifique** a accueilli en septembre 2006 un forum régional (Asie) sur le lien entre la responsabilité sociale des entreprises, le développement et le renforcement de la démocratie. Il appuie plusieurs projets de la Confédération des employeurs des Philippines (ECOP): projet de formation sur l'adoption et la mise en œuvre d'une politique de lutte contre le harcèlement sexuel; projet de recherche sur les jeunes et l'entreprise; cours de formation sur l'égalité des chances en matière d'emploi dans la gestion des ressources humaines par les entreprises; manuel à l'usage des employeurs sur l'adoption et la mise en œuvre d'une politique sur le VIH/SIDA. Le bureau collabore également avec l'ECOP et le PNUD pour étendre et renforcer le réseau local du Pacte mondial et faciliter la contribution des entreprises à la politique nationale de développement.
- Le **bureau sous-régional de l'OIT pour l'Asie du Sud** appuie le projet INDUS relatif au travail des enfants qui entend notamment promouvoir un code de conduite sur le travail des enfants élaboré par le Conseil des employeurs indiens, des directives pratiques sur les moyens d'accroître les possibilités de formation professionnelle des travailleurs adolescents et un module de sensibilisation sur le rôle des employeurs dans la lutte contre le travail des enfants. Son projet dans l'Etat d'Andhra Pradesh apporte un appui au Consortium des employeurs et des associations pour l'élimination du travail des enfants (CEASE Child Labour). Il participe au Pacte mondial par le biais de cours de formation destinés aux organisations d'employeurs qui comportent

<sup>3</sup> Les activités sont présentées région par région afin que les mandants puissent plus facilement identifier celles qui les intéressent.

des études de cas relatives aux normes fondamentales du travail. Il mène également un projet tripartite sur le VIH/SIDA dans le monde du travail.

- Le **bureau sous-régional de l'OIT pour l'Europe centrale et orientale** a lancé un projet sur la responsabilité sociale des entreprises et la lutte contre l'exclusion sociale sur le lieu de travail en Hongrie. L'objectif est d'amener entrepreneurs et responsables à prendre conscience que les entreprises et la société dans son ensemble ne peuvent que tirer profit de politiques et de pratiques non discriminatoires sur le lieu de travail. Le projet comporte une formation destinée aux entrepreneurs et propose des activités de conseil et d'encadrement visant à faciliter la mise en place d'une politique favorisant la diversité. Le bureau de Budapest et le Conseil national pour l'OIT ont organisé en novembre 2005 une table ronde sur la responsabilité sociale des entreprises, l'action menée par l'OIT et l'Union européenne dans ce domaine et la situation en Hongrie.

Le Bureau sous-régional de Budapest a pris part au lancement du réseau du Pacte mondial en décembre 2005 et participe activement aux travaux de son groupe de travail sur la non-discrimination. En Lituanie, il a organisé en mai 2006 et en coopération avec MULTI une session de formation pour le réseau local du Pacte mondial.

- Le **bureau sous-régional de l'OIT pour les Caraïbes** indique que, en 2004-05, les Bahamas, la Barbade, la Dominique, la Jamaïque, le Guyana et Trinité-et-Tobago ont participé à un projet du Pacte mondial avec l'appui d'ACT/EMP. L'organisation des employeurs du Belize a fait paraître une brochure sur la responsabilité sociale des entreprises.
- Sous l'égide du **bureau sous-régional de l'OIT pour l'Amérique centrale**, le bureau de l'OIT pour le Mexique, qui a pris part au lancement du Pacte mondial en juin 2005, appuie actuellement la promotion de ce dernier en participant à son réseau national. Quelque 400 entreprises, organisations d'entrepreneurs, organisations de la société civile et organismes publics ont souscrit aux dix principes du Pacte mondial. La Confédération patronale de la République mexicaine (COPARMEX), appuyée par le bureau de l'OIT pour le Mexique, a procédé à un premier examen des bonnes pratiques mises en œuvre par les entreprises pour respecter ces dix principes. Les activités incluent une formation et une plate-forme de services. Une assistance technique est fournie au projet interrégional SafeWork sur les systèmes de gestion de la santé et de la sécurité.
- Les activités mises en œuvre par le **bureau sous-régional de l'OIT pour les pays andins** sont, entre autres, les suivantes: promotion et application de la responsabilité sociale des entreprises, parrainage de colloques et de séminaires de renforcement des capacités, analyse et évaluation des liens entre responsabilité sociale des entreprises et normes internationales du travail. En collaboration avec l'organisation d'employeurs CONFIEP, le BIT a appuyé la mise en œuvre du Pacte mondial au Pérou, notamment la création du secrétariat permanent et la publication de communiqués et bulletins. Des mesures sont prises pour promouvoir la RSE auprès des organisations d'employeurs au niveau régional au-delà de la région andine au moyen d'une série de séminaires et d'activités de formation.
- Sous l'égide du **bureau sous-régional pour le cône Sud de l'Amérique latine**, le bureau de l'Argentine organise actuellement avec les mandants une série de petits déjeuners, réunions et séminaires pour promouvoir le Pacte mondial. Ces manifestations sont organisées en collaboration avec diverses organisations, notamment le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Protection sociale, le PNUD et la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les

Caraïbes (CEPAL). Une réunion de deux jours s'est tenue avec un réseau d'établissement de recherche. Le bureau de Brasilia collabore avec l'IPEC pour fournir une assistance technique à la discussion d'un accord national tripartite sur l'élimination du travail des enfants dans le secteur minier, qui doit être signé par le ministère des Mines et de l'Energie, l'Association minière brésilienne et les syndicats. Le programme encourage également les organisations d'employeurs à participer au dialogue social sur l'élimination du travail des enfants.

Le bureau de Brasilia a fourni un appui technique et institutionnel à une initiative des organisations d'employeurs brésiliens visant à combattre le travail forcé dans certaines chaînes d'approvisionnement par la négociation et la mise en œuvre d'accords et de pactes volontaires signés par les organisations d'employeurs et les entreprises. Cette initiative a débouché sur la signature d'un pacte national et de deux autres accords volontaires, et les organisations d'employeurs brésiliennes ont créé deux instituts ayant pour mission d'aider les travailleurs et d'élaborer des campagnes de sensibilisation.

Dans le domaine de la non-discrimination, le bureau apporte son aide technique à une initiative de la préfecture municipale de São Paulo et de l'Institut Ethos visant à promouvoir la diversité en décernant un label aux entreprises qui adoptent des politiques non discriminatoires. Enfin, le secrétariat chargé de la condition féminine (Secretaria Especial de Políticas para Mulheres) a créé un programme sur la parité entre les sexes («Pró-Equidade») qui décerne un label aux entreprises publiques les plus méritoires à cet égard. Le bureau de Brasilia participe aux travaux de la commission nationale.

## **Bilan des activités relatives à la RSE du Centre international de formation de l'OIT <sup>4</sup>**

6. Le Directeur du Centre international de formation a décidé de faire de la responsabilité sociale des entreprises une initiative focale de son plan 2007-2011 et a émis des propositions concernant la RSE dans le programme d'investissement de cinq ans que le Conseil du Centre examinera à sa 68<sup>e</sup> session (nov. 2006).
7. Le Centre prendra pour base la Déclaration sur les EMN pour mener ses activités de renforcement des capacités et de formation. Cela permettra: *a)* d'assurer la promotion de la Déclaration sur les EMN et aussi d'encourager l'analyse des moyens employés pour mettre ses principes en pratique; *b)* de faciliter l'accès des membres de l'OIT à toutes les informations importantes sur d'autres instruments internationaux, régionaux et nationaux, sur les principes directeurs de l'OCDE ainsi que sur les mesures prises par l'Organisation internationale de normalisation (ISO), par l'Union européenne et – en ce qui concerne le Pacte mondial – par les Nations Unies; *c)* d'établir et de diffuser un inventaire des bonnes pratiques en matière de RSE (organisations d'employeurs, syndicats et gouvernements) et d'analyser leur impact sur les politiques et les programmes destinés à favoriser le développement national et local.

Genève, le 26 septembre 2006.

*Document soumis pour information.*

<sup>4</sup> Cette section complète les informations figurant dans le document GB.295/MNE/2/2.